

DJAMEL OULD-ABBÈS À SES MILITANTS :**«Je vous interdis de parler du 5^e mandat»**

Le secrétaire général du Front de libération nationale, Djamel Ould-Abbès, a surpris tous les cadres du parti ainsi que tous les présents à la rencontre qu'il présidait avec les membres du bureau politique et les 120 mouhafedhs, hier, à l'hôtel Mouflon d'Or, à Alger, lorsqu'il lança : «A partir d'aujourd'hui, je vous interdis de parler du 5^e mandat (de Bouteflika, ndlr) !». Le SG du FLN le disait sur un ton ferme d'un homme qui sait ce qu'il dit.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - D'ailleurs, il répètera la même chose lors d'une conférence de presse qu'il a animé à la fin de la rencontre avec les mouhafedhs : «Oui, je viens d'interdire aux mouhafedhs et à l'ensemble des responsables du parti de parler du 5^e mandat. Chaque chose en son temps.»

Ould Abbès explique cette surprenante «interdiction» par son souci de tout concentrer sur un seul objectif, celui de mener campagne et de gagner les prochaines élections communales et de wilaya prévues en novembre. «Lorsque vous allez mener votre campagne électorale, vous devez vous rapprocher du citoyen et écouter ses préoccupations. Et ses préoccupations sont connues et sont les mêmes partout à travers le pays. De Constantine à Oran, de Tizi-Ouzou à Djanet, les principales préoccupations du citoyen sont l'éducation, la santé, le logement, le transport, l'emploi, les loisirs, etc.»

L'argument tient, certes, la route, mais n'explique pas cette «nouvelle» position par rapport à cette affaire d'un 5^e mandat. Très

proche du patron d'El-Mouradia, Ould-Abbès n'aura certainement fait, là, qu'appliquer sa nouvelle feuille de route à la tête du parti que préside «de manière officielle et effective et non pas à titre honorifique» comme lui-même le rappelait lors de la conférence de presse, Abdelaziz Bouteflika. Autrement dit, c'est Abdelaziz Bouteflika en personne qui a pris cette décision d'interdire à ses principaux soutiens politiques, comme le FLN et, certainement, aussi le RND en attendant les grosses organisations de masse, de ne pas évoquer ou de faire campagne pour le 5^e mandat. Jusqu'à nouvel ordre, du moins.

Pour ceux qui connaissent le fonctionnement de l'ex-parti unique, depuis 2004 rien, en effet, ne se fait sans l'aval du «président du parti». Un parti qui, également, compte parmi ses effectifs le Premier ministre en exercice, Abdelmadjid Tebboune. Inévitablement, la conférence de presse qu'animait hier Djamel Ould-Abbès était dominée par cette affaire Tebboune, plus précisément les surprenantes instructions, et reproches aussi, de



Djamel Ould Abbès, SG du FLN.

Bouteflika qui a sévèrement recadré son Premier ministre, et rendues publiques à travers Ennahar TV. «Quand le président de la République s'exprime, il n'y a plus de commentaire à faire. On ne discute jamais les déclarations ou les décisions du Président. Quand le Président parle, il n'y a plus à faire, ni débats, ni analyses. Donc, encore une fois, ma seule réponse à ce sujet est : no comment !» N'empêche, les questions sont insistantes sur cette affaire. «Ces instructions de Bouteflika, qui ne sont rendues publiques que par une chaîne privée et non pas l'agence officielle ou l'ENTV, sont-elles authentifiées ?» A cette question d'un confrère, Ould-Abbès aura cette réponse, certes laco-

nique, mais qui ne laisse guère de doute quant à l'identité de l'auteur des fameuses instructions présidentielles : «Je vous fais juste savoir que les instructions du Président commencent à être appliquées sur le terrain. Hier (vendredi, ndlr) les marchandises commençaient à sortir du port d'Alger.»

Faut-il rappeler, du reste, que les instructions présidentielles annoncées par cette chaîne n'ont jamais été démenties par la présidence de la République. Ould-Abbès confirmera encore davantage l'authenticité de ces mêmes instructions présidentielles lorsqu'il fera ce commentaire : «Cette affaire prouve de manière éclatante tout ce que nous vous avons tou-

jours affirmé car nous, nous le savions : c'est le Président Bouteflika lui-même qui gère le pays. Il suit tout et il décide de tout. Rien ne lui échappe et nous sommes bien placés pour le savoir.»

Sur un plan strictement interne au parti, Djamel Ould-Abbès s'exprimait, hier, en secrétaire général considérablement conforté dans son poste. Sur un ton ferme, il dira aux mouhafedhs, par exemple : «On se connaît tous ici. Certains parmi vous, une minorité heureusement, n'ont pas joué le jeu lors des élections législatives du mois de mai. Nous avons même des enregistrements. Nous sommes, certes, pour l'unification des rangs au sein du parti et j'ai ouvert les portes à tout le monde. Cela ne veut pas dire que nous allons tolérer certains comportements qui sont de nature à nuire au parti. Il s'est passé certaines choses graves lors des dernières élections. Nous ne le permettrons plus jamais à l'avenir (...) Malgré tout ce qui s'est passé, nous avons gagné les législatives et nous comptons bien remporter également les prochaines élections locales.»

Le patron du FLN fixera, enfin, la date du 5 septembre prochain comme dernier délai au mouhafedh pour remettre les procès-verbaux des assemblées générales qui désigneront les candidats du parti aux élections communales et de wilaya.

K. A.

LE POLITOLOGUE RACHID TLEMÇANI AU SOIR D'ALGÉRIE :**«Les clans ont une ligne rouge à ne pas dépasser»**

Dans cet entretien, le politologue Rachid Tlemçani tente de décrypter pour nous les événements qui se déroulent au sommet de l'État depuis quelque temps.

Entretien réalisé
par Abila Cherif

Le Soir d'Algérie : Des événements graves se déroulent ces derniers temps au sommet de l'État. Quelle lecture en faites-vous ?

Rachid Tlemçani : Le premier fait apparent est ce flou qui caractérise la situation. Il est palpable, c'est une sorte de jeu d'ombres, de marionnettes qui se dessine, qui se profile... Et puis il y a cette absence flagrante d'informations, de données. Personne n'en possède, ni les observateurs, ni les politiques, ni les intellectuels. Je pense que certains acteurs de ce conflit eux-mêmes ne détiennent pas toute l'information. Chacun a des bribes. Tout ceci fait qu'il est actuellement très difficile de décrypter d'une façon juste, scientifique ce qui se déroule au sommet de l'État. On évolue dans des sables mouvants. Les intellectuels indépendants, intègres, pas liés aux sphères du pouvoir peuvent seuls nous éclairer avec mille précautions. On peut alors se baser sur des indices. Le premier est lié aux dernières élections législatives. Tout le monde a observé le très faible taux de participation qui a caractérisé cet événement. A un autre niveau, on a également remarqué que la fameuse main invisible avait été active, comme par le passé. A présent, on constate un redéploiement de cette main invisible. Certains pensaient qu'elle avait disparu — mais il est évident que c'est faux. Au contraire, je pense qu'elle est enco-

re plus forte qu'auparavant car elle a tissé des liens, elle a des réseaux au sein de la société civile, politique et des institutions. On le constate à travers la dernière intervention du président de la République. Cette dernière s'est faite à travers un média qui n'a absolument rien à voir avec les canaux officiels habituels, traditionnels et conventionnels. Le Président a rappelé à l'ordre le Premier ministre. Il lui a demandé de laisser tranquille l'oligarchie.

Mais beaucoup pensent justement que ce communiqué n'émane pas du président de la République. Est-ce possible ? Et qui peut en être l'auteur, selon vous ?

Aux États-Unis, on appelle cela les fake news. C'est un terme très utilisé par Donald Trump pour désigner les fausses informations. Les fake news existe depuis toujours, en particulier dans les régimes totalitaires. Personnellement, je ne pense pas que ce soit le cas dans cette affaire, on jette des ballons d'essai et on attend de voir si cela a pris ou non. Dans le cas où l'opération a échoué, on dément. Chez nous, aucun communiqué, aucune intervention n'est venue démentir les instructions publiées via ce média. Ce que l'on constate, c'est cette lutte très féroce entre le clan présidentiel et la main invisible.

C'est le fond du problème.

C'est-à-dire ?

Ce que j'ai envie de dire, ce que l'on constate surtout, c'est que dans cette affai-



Rachid Tlemçani.

re, la bataille a été gagnée par le clan présidentiel. Il a pris le dessus puisqu'il a réussi à calmer le Premier ministre. Ce ne serait pas une surprise que d'ici septembre, un autre Premier ministre soit nommé. Je vous rappelle que c'est la nomination de Tebboune qui avait été une surprise et pas uniquement pour les Algériens car tout le monde s'attendait à ce que Sellal soit reconduit.

Pourquoi dites-vous que c'est une surprise ?

La question qui se pose est par qui a été nommé Tebboune, à quel clan appartient-il ? Ce qui est sûr, c'est qu'il ne fait pas partie du cercle présidentiel. C'est la conclusion d'un calcul primaire. Mais puisqu'il a été remis à l'ordre, cela veut dire que son clan n'a pas gagné. A un autre niveau, il ne faut pas perdre de vue le déplacement qu'il a effec-

tué à Paris sans le feu vert de la présidence. Il y a rencontré son homologue français alors qu'il se trouvait en voyage privé, il y a anguille sous roche dans tout cela. Tout le monde sait que les grandes décisions sont prises ailleurs. Il est parti expliquer la situation. Les grandes affaires se traitent là-bas.

Pourquoi dites-vous que Tebboune est lié à un clan ?

Je vous l'ai dit, c'est un constat évident. La démarche même dans laquelle il est inscrit implique qu'il ne peut pas avoir agi seul. Il a ouvert des dossiers très sensibles, un simple ministre ne peut pas agir de son propre chef. L'enjeu c'est la rente...

Le bras de fer se poursuit pourtant aujourd'hui.

Oui, il se poursuit, le grand perdant, c'est l'intérêt national. Les répercussions se font sur l'économie nationale. Au lieu d'investir chez nous, les oligarques vont à l'étranger.

Comment peut évoluer la situation, selon vous ?

C'est une lutte féroce, on attend de voir qui va remporter la bataille. Mais il semble que le clan présidentiel a pris le dessus. Un signal très fort a été lancé lors de l'enterrement du patriote Redha Malek et tout le monde l'a compris. Je pense, cependant, que les deux clans parviendront à délimiter le conflit. Ils savent que si ce dernier descend dans la rue, il sera ingérable, incontrôlable. Les clans savent qu'ils seront tous deux perdants à ce moment. Entre eux, il existe une sorte de consensus, une ligne rouge à ne pas dépasser, sinon ce sera le chaos.

A. C.